

# CHINE La lettre d'information

*Le droit des travailleurs à l'organisation indépendante ne connaît pas de frontières.*

**C**how Hang-tung, avocate emprisonnée, devant ses juges le 7 septembre : « Le mouvement de 1989, qui s'est terminé par un massacre le 4 juin, a montré au monde le danger de la dictature du parti unique. Un parti politique qui n'a pas de comptes à rendre au peuple peut tuer des innocents, détenir des personnes à sa guise, enterrer la vérité et appeler le blanc noir et le noir blanc pour monopoliser un pouvoir qui ne lui appartient pas au départ. »

La Commission Enquête Chine s'est constituée, au lendemain de la répression du mouvement populaire de mai-juin 1989, pour exiger la libération de tous les prisonniers politiques. Dès janvier 1990, le 1<sup>er</sup> Banquet de solidarité réunissait militants chinois en exil et responsables syndicaux de huit pays et en janvier 1991 un appel fut lancé lors d'une conférence à Barcelone et repris dans cinquante-trois pays : les droits ouvriers et démocratiques ne connaissent pas de frontière. En particulier le droit de constituer librement des syndicats. La Commission s'est rendue en Chine à trois reprises : enquêtes sur les prisonniers politiques et sur l'application de la loi du Travail, solidarité avec les syndicalistes de Liaoyang. Elle a participé à plusieurs rencontres internationales, notamment en Asie. Elle organise chaque année un banquet de solidarité avec le peuple chinois et édite « La Lettre d'information » deux fois par mois depuis 1994.

## Éditorial

**Le Covid encore...** Des villes en très grand nombre ont signalé de fortes augmentations de cas de Covid pendant les vacances de la Fête nationale au début de ce mois d'octobre. Donc ont été promulguées de nouvelles restrictions pour empêcher la propagation du virus à toutes les provinces du pays, et d'abord à Pékin, qui va accueillir le congrès du Parti communiste dans deux semaines. Tests, quarantaines, confinements et restrictions de voyage – la province du Xinjiang a par exemple interdit pour un temps tous les voyages par train –, tout cela pèse sur la population.

Des conflits éclatent en permanence dans les quartiers, des drames surviennent. Ainsi, le 27 septembre, des dizaines de personnes ont manifesté dans un quartier de Shenzhen contre un énième confinement. Le 19 septembre, quelque deux cents étudiants avaient manifesté à l'École d'économie et du commerce extérieur de l'Université du textile de Wuhan, rouverte après une fermeture depuis presque trois ans.

Au fil des restrictions et confinements, le travailleur n'a plus de travail, donc plus de salaire, l'élève ou l'étudiant n'a plus de cours, le ravitaillement en nourriture est incertain, tandis que l'inflation des denrées alimentaires ne marque aucun recul.

**Jeunesse inquiète.** Les ventes de logements, les ouvertures de chantier et les ventes de terrain constructible ont connu des baisses record au premier semestre. Les ouvriers du bâtiment courent après leurs salaires quand les chantiers sont arrêtés parce que le promoteur a fait faillite ou que les municipalités ne paient pas les fournisseurs, et cela inquiète les 33 millions de travailleurs qui œuvrent à la construction de logements ! L'activité des usines manufacturières a encore baissé en septembre tout comme les services, mais la situation n'est pas propre à la Chine : « *L'activité industrielle en Asie faiblit en*

*raison du ralentissement mondial et des pressions sur les coûts* », explique l'agence Reuters (3 octobre).

« *Les jeunes Chinois refusent de travailler comme des "robots sans âme", même si les perspectives d'emploi sont sombres* », titrait « South China Morning Post » (4 octobre). Ils sont « *fatigués par des horaires de travail exténuants et les sombres perspectives économiques* » et cette « *culture des heures supplémentaires dans la plupart des entreprises privées ne suscite plus d'attrait* ». Une jeune démissionnaire de son emploi assure : « *On a l'impression d'échanger notre vie contre de l'argent, et cela n'en vaut vraiment pas la peine...* ». On lira au verso des extraits de cet article.

**Répression.** Dans ces conditions d'incertitudes, de guerre économique américaine, d'inquiétude pour l'emploi et de tensions dans la société, il ne peut être question pour le pouvoir de laisser le citoyen s'exprimer ou s'organiser. La répression de toute forme d'indépendance doit s'appliquer sans faiblir, surtout à la veille d'un congrès du parti au pouvoir qui va sacrer son secrétaire général pour un troisième mandat inédit.

C'est cette politique criminelle qui s'est appliquée pour tenter de détruire les organisations syndicales indépendantes de Hong Kong, d'abord celles nées au cours des grandes mobilisations de 2019 et 2020 : 62 de ces syndicats ont ainsi été rayés de la carte. Ensuite, le pouvoir s'est attaqué au cœur du mouvement syndical : la confédération HKCTU, l'organisation qui unifiait le combat des travailleurs à Hong Kong mais qui en même temps reliait le combat des travailleurs chinois à celui des travailleurs du monde en étant membre de la confédération syndicale internationale CISL, puis CSI.

C'est une organisation qui avait combattu pour l'instauration d'un salaire minimum, pour l'égalité salariale des travailleurs immigrés et locaux, pour le droit à la négociation d'accords collectifs, qui avait défendu les intérêts des ouvriers par la grève, sous la tutelle britannique

comme sous le régime de Pékin. Voilà pourquoi le pouvoir a poussé la HKCTU à l'autodissolution et mis Lee Cheuk-yan et Carol Ng, ses principaux dirigeants, sous les verrous.

**Procès.** Tout comme Lee Cheuk-yan, le secrétaire général de la HKCTU, et Albert Ho, Chow Hang-tung, avocate de 37 ans, est accusée d'« incitation à la subversion », car tous trois membres de l'Alliance qui appelait chaque année à commémorer à Hong Kong le massacre de la place Tian Anmen en 1989. Chow, qui purge déjà une peine de 22 mois de prison pour avoir incité à ces commémorations, a lu une longue déclaration devant le tribunal. « *Nous voulons avoir un pays démocratique, mais le plus grand obstacle à cette aspiration a été la dictature du parti unique et sa logique péremptoire selon laquelle le parti est l'État et vice versa. Comment une personne qui aspire réellement à la démocratie peut-elle tolérer l'existence d'un parti unique ? Bien sûr, la fin du régime de parti unique ne conduit pas nécessairement à la démocratie immédiatement, car la construction et la "fin" sont deux processus distincts. Mais ce qui est certain, c'est qu'il ne peut y avoir de démocratie sans mettre fin au régime de parti unique* », dit-elle notamment.

**La leçon des livreurs.** Qui dit parti unique dit syndicat unique soumis aux directives de ce parti, et donc impossibilité pour les travailleurs de décider par eux-mêmes de la défense de leurs intérêts. Le tableau semble bien sombre. Pourtant... les livreurs de repas de Foodpanda à Hong Kong ont entrepris de défendre leurs intérêts. Leur grève de fin 2021 est considérée comme la première action collective syndicale significative après la disparition des syndicats de Hong Kong HKCTU. Nous publions au verso la seconde partie de « *Comment s'est organisée la grève des livreurs de Foodpanda* ». Rappelons qu'il s'agit d'informations de première main, notamment du Groupe de défense des droits des livreurs. ●

# Comment s'est organisée la grève des livreurs de Foodpanda (2)

**L**A MAIN-D'ŒUVRE des livreurs de Foodpanda est très hétérogène. Ils ont des origines ethniques et culturelles diverses, utilisent des moyens de transport divers pour leur livraison et travaillent dans des zones géographiques variées. Certains travaillent à temps plein tandis que d'autres sont à temps partiel, donc avec des intérêts différents. La grève et le processus d'organisation ont donc également varié selon certains de ces facteurs. Parfois, la fragmentation peut entraver l'avènement de la solidarité et de l'unité.

Lors de cette grève de Foodpanda et des grèves précédentes de livreurs à Hong Kong, les travailleurs sud-asiatiques (indiens et pakistanais) ont eu généralement un taux de participation plus élevé aux arrêts de travail et aux manifestations que les travailleurs chinois. Mais, dans la grève, les Chinois et les Sud-Asiatiques ont généralement fait preuve de solidarité interethnique. Leur situation souvent plus désavantagée sur le marché du travail combinée à des inégalités ethniques plus grandes en matière d'éducation et de statut socio-économique pourrait expliquer pourquoi les livreurs sud-asiatiques semblaient davantage impliqués dans la grève que les Chinois.

La division du point de vue des moyens de transport et les travailleurs à temps partiel et à temps plein est également un fait important. Les livreurs à temps plein sont principalement des cyclomotoristes tandis que d'autres sont des cyclistes, la plupart des coursiers sud-asiatiques opèrent par cyclo. Ce sont eux qui ont le plus haut degré de dépendance aux plates-formes de livraison pour leurs moyens de subsistance. Ils sont aussi relativement stables dans l'emploi. En revanche, les livreurs à pied sont le plus souvent à temps partiel. Cela signifie que les travailleurs à temps plein et ceux à temps partiel ont souvent des intérêts et des revendications différents, ce qui peut risquer d'entraver la solidarité.

Le niveau de participation aux réseaux entre les cyclos pour préparer la grève avait également tendance à être plus fort que chez les livreurs piétons. Ce sont donc les cyclos qui ont été la principale force de la grève, car la baisse des salaires et l'aggravation des conditions de travail les affectaient davantage, tandis que les piétons étaient peu présents dans les manifestations.

## Le rôle des groupes extérieurs

La grève chez Foodpanda est souvent considérée comme la première action collective syndicale significative après l'autodissolution de certains syndicats et de la Confédération des syndicats de Hong Kong HKCTU. Néanmoins, le mouvement de grève recevait de l'aide, par exemple celle du Groupe de défense des livreurs.

En termes de mobilisation et d'organisation, le rôle du Groupe de défense était double, « en ligne » et « hors ligne ». Tout d'abord, les deux membres du Groupe qui avaient été des piétons à temps partiel sur la plate-forme ont servi de « facilitateurs » dans les discussions des groupes Telegram et WhatsApp. Ils ont traduit en anglais et cantonais les discussions et décisions à propos de la grève, organisé les questionnaires, consultations et votes sur les revendications, échangé les informations entre les différents groupes, fabriqué et distribué tracts et affiches. L'activité de propagande fut alors reprise par les livreurs eux-mêmes. Dans un quartier, une protestation et une conférence de presse eurent lieu pour annoncer la grève.

L'organisateur du Syndicat général des employés de la restauration et de l'hôtellerie a également participé activement aux discussions du groupe sur le réseau Telegram. Depuis 2017, ce syndicat aide les livreurs dans les cas de licenciement et d'accident du travail ainsi que pour les actions collectives. Dans le passé, certains livreurs se sont syndiqués, mais leur syndicalisation s'est révélée difficile. Cette fois, la plus grande contribution du Syndicat de

la restauration et de l'hôtellerie dans l'organisation et la mobilisation des livreurs est d'avoir aidé les livreurs à organiser une manifestation de masse et une conférence de presse, puis d'avoir participé aux négociations avec le Groupe de défense face à la direction.

Dans une certaine mesure, on pourrait dire que le processus d'ensemble fut une « spontanéité organisée », en notant que l'aspect « spontané » (c'est-à-dire la communication anonyme en ligne impliquant une large base de participants) était aussi important que l'aspect « organisé » (c'est-à-dire des rapports de personne à personne).

## Remarques finales

– La grève a été lancée et organisée grâce à une combinaison d'efforts « en ligne » et « hors ligne », ce qui a permis aux coursiers d'agir ensemble au sein d'une zone géographique et d'avoir une certaine coordination entre les zones.

– Le processus d'« organisation invisible » décidé par les travailleurs était diversifié, avec des modèles d'organisation différents en fonction du degré de liens préexistants.

– Les travailleurs étaient segmentés suivant diverses lignes de fracture, ce qui a conduit à une hétérogénéité dans la participation à la grève. Certains facteurs ont favorisé l'organisation des travailleurs, tandis que d'autres pouvaient l'entraver.

– Les acteurs extérieurs, principalement les ONG et le personnel syndical, sont indispensables à la mobilisation, à la couverture médiatique et à la négociation, bien qu'ils aient été des facilitateurs plutôt que des acteurs dirigeants.

– Compte tenu des expériences dans d'autres pays, en particulier en Asie, ainsi que de l'environnement sociopolitique actuel à Hong Kong, la voie la plus efficace pour renforcer la capacité de s'associer des livreurs est probablement de construire des communautés et réseaux informels de quartier basés sur des activités d'assistance mutuelle. ●

## Les difficultés des jeunes diplômés

Extraits d'un article du « South China Morning Post » (4 octobre)

« Plus de 200 millions de personnes en Chine travaillent en tant qu'indépendants, et plus de 16 % des jeunes diplômés se sont déclarés comme tels l'année dernière, selon un rapport de iiMedia Research publié en mars. Quelque 48,7 % des personnes interrogées ont déclaré avoir choisi un emploi flexible parce qu'il leur donnait la « liberté de gérer leur propre temps ». Mais la tendance au travail indépendant en Chine est également motivée par la nécessité. Confrontés à un marché de l'emploi morose dans une économie en perte de vitesse, le travail indépendant – ou le fait de démissionner pour « rester allongé » – est l'un des rares moyens dont disposent les jeunes Chinois pour gagner en autonomie ».

« Un nombre record de 10,76 millions de diplômés entreront sur le marché du travail cette année, ce qui accentue la pression sur Pékin pour stabiliser l'emploi dans la deuxième plus grande économie du monde. Le taux de chômage des personnes âgées de 16 à 24 ans était de 18,7 % en août, soit un taux de chômage des jeunes plus de deux fois supérieur à celui des États-Unis. He Jiazhi, 26 ans, a été licencié en avril de son poste d'enseignant de primaire qu'il occupait depuis deux ans dans une petite ville située en Mongolie intérieure. Depuis qu'il est revenu sur le marché du travail, il a constaté que la concurrence était beaucoup plus rude. « Auparavant, je pouvais trouver un emploi, mais, depuis cette année, ils exigent un diplôme de licence, et mon diplôme n'est clairement pas suffisant. »

« Pour ceux qui ont un emploi, le contexte économique difficile a conduit beaucoup à revoir à la baisse leurs prétentions salariales. Selon le cabinet de recrutement Zhilian, les diplômés de cette année espèrent un salaire mensuel de 6 295 yuans (820 euros), soit 6 % de moins que l'année dernière. Un nombre croissant de jeunes Chinois choisissent un emploi dans le secteur public, présumé plus stable. Plus de 2,123 millions de personnes ont passé les examens de la fonction publique cette année, soit une augmentation de 35 % par rapport à l'année précédente, et 1,39 million ont réussi l'examen, mais le nombre officiel de postes n'est que de 260 000. Cela signifie que 37 jeunes sont en concurrence pour un seul poste de fonctionnaire. »